



HAL
open science

Les conséquences économiques de la paix

Jacques Fontanel, Ron Smith

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Ron Smith. Les conséquences économiques de la paix. Economistes de la paix, Presses Universitaires de Grenoble, 1993. hal-03212023

HAL Id: hal-03212023

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03212023>

Submitted on 29 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conséquences économiques de la paix

Jacques Fontanel, Ron Smith

Economistes de la paix
Presses Universitaires de Grenoble,
Grenoble 1993

Désarmement et développement exercent des relations simultanées, chacun pouvant être à la fois cause et conséquence de l'autre. Un désarmement sans réduction des injustices et des écarts considérables de développement entre pays n'est sans doute pas une opération sans danger d'émergence de nouveaux conflits. Les dépenses militaires d'un pays représentent une menace pour la sécurité d'autres pays. De manière globale, et sauf à court terme avec le fameux keynésianisme militaire, les dépenses militaires mondiales ont un effet négatif sur le développement économique des Nations. Certes, du fait de leur puissance militaire, certains pays obtiennent des effets de prédation directs ou indirects sur d'autres pays. Cependant, le désarmement se présente comme une opportunité, un investissement à long terme en faveur de l'ensemble de l'humanité prise comme un tout.

Disarmament and development have a simultaneous relationship, and each can be both a cause and a consequence of the other. Disarmament without reducing injustices and the huge development gaps between countries is unlikely to be without the danger of new conflicts. The military expenditure of one country represents a threat to the security of others. World military expenditure has a global negative effect on the economic development of nations, except in the short term with the famous military Keynesianism. Certainly, because of their military power, some countries obtain direct or indirect predatory effects on other countries. However, disarmament presents itself as an opportunity, a long-term investment in humanity as a whole.

Désarmement, développement, pays en voie de développement, puissance économique, puissance militaire.

Disarmament, development, developing countries, economic power, military power

La «paix» qui semble devoir suivre la fin de la guerre froide est susceptible de favoriser de larges réductions des dépenses militaires. De nombreux débats sur les «dividendes de la paix» (plus de sécurité et plus d'argent à dépenser à des fins civiles) ou sur les «sanctions de paix» (un chômage important dans les industries d'armement, des difficultés financières pour de nombreuses firmes à la pointe du progrès technologique et un frein au développement de secteurs économiques entiers) se sont développés, reprenant pour la plupart les schémas théoriques ou empiriques déjà énoncés pour d'autres situations d'après-guerre.

Quand Keynes a écrit sa grande polémique sur les «conséquences économiques de la paix» après la fin de la première guerre mondiale, il n'a, à juste titre, accordé qu'une attention très limitée aux effets économiques de la réduction des dépenses militaires, alors même qu'elles étaient bien plus importantes que celles que nous sommes susceptibles de connaître en cette fin de XX^e siècle. Il a concentré son attention sur les effets économiques du nouvel ordre de sécurité d'alors, et particulièrement les réparations imposées aux perdants, dont les effets économiques lui semblaient devoir conduire probablement à un autre conflit. Ses conclusions pessimistes restent encore d'actualité. La paix «n'inclut aucune disposition pour une réhabilitation économique de l'Europe – rien pour faire en sorte que les empires du centre Europe soient en bon voisinage, rien pour stabiliser les nouveaux Etats d'Europe, rien pour réformer la Russie – rien non plus qui assure d'une façon ou d'une autre la promotion d'un ensemble de solidarités économiques parmi les alliés eux-mêmes» (Keynes, 1971, p. 143).

Désarmement et développement exercent incontestablement des relations simultanées, chacun étant à la fois cause et conséquence de l'autre. Un désarmement sans réduction des injustices et

du sous-développement apparaît très dangereux pour la sécurité mondiale. Pour les partisans du Nouvel Ordre économique international, les processus de désarmement passent d'abord par le développement des pays les plus pauvres et même, dans certains cas, par une redistribution plus équitable des ressources mondiales. Les conflits ne se limitent pas à la production d'armes, ils naissent des dominations économiques, politiques ou culturelles. Un désarmement décidé indépendamment des conditions économiques des Etats n'a pas vraiment d'avenir. Dans ces conditions, il n'est pas concevable que les perdants de la guerre froide soient maintenus dans la crise économique grave qu'ils subissent actuellement, à moins de prendre le risque de les pousser vers la constitution d'un deuxième monde, celui des pauvres, se substituant au traditionnel tiers-monde, et allant des économies anciennement planifiées du centre (appauvries par les conflits nationalistes internes) jusqu'aux économies du Sud (hétérogènes dans leur développement mais unies dans la misère, l'injustice ou les inégalités sociales insupportables). Les conséquences économiques de la guerre dépendent d'abord de la qualité de l'intégration des anciens pays du pacte de Varsovie dans le nouvel ordre mondial économique et de sécurité. Il faut noter cette exigence, mais aussi il faut s'interroger sur une question qui n'appelle pas de réponse incontestable, à savoir l'impact économique des réductions des dépenses militaires sur les économies occidentales. Nous examinerons le contexte politique dans lequel les décisions seront prises et apporterons quelques éléments de réponse sur l'impact économique d'une réduction des dépenses militaires.

LE CONTEXTE POLITIQUE

Alors que l'effondrement simultané du mur de Berlin et du pacte de Varsovie à la fin de 1989 a constitué le signal officiel de la fin de la guerre froide, le dégel était évident depuis quelques années, notamment lorsque les leaders politiques occidentaux ont considéré que l'entente avec Gorbatchev était possible. Après leur accroissement rapide du début des années 80, les dépenses militaires américaines et soviétiques ont connu, en termes réels, une certaine stagnation au milieu de la décennie, puis un léger déclin (principalement dans les

pays de l'ancien pacte de Varsovie). Il a donc été possible de recevoir déjà des dividendes de la paix, puisque les dépenses militaires américaines ont décliné d'un quart entre 1985 et 1993 et que la part du PNB consacrée à la défense du Royaume-Uni est descendue à moins de 4%, un niveau jamais atteint depuis les années 30. Les modèles expliquant les évolutions du niveau des dépenses militaires (Smith, 1989 ; Fontanel et Smith, 1990) mettent en évidence l'importance des facteurs internes (complexe militaro-industriel, effets d'inertie) et des facteurs externes (effets d'imitation de l'effort de défense des ennemis potentiels et/ou des alliés).

Les exportations d'armes vers les pays du tiers-monde ont connu aussi leur apogée au milieu des années 80, mais la crise de la dette et la diminution du prix du pétrole ont conduit à une baisse de la demande de l'ordre de 30%, ce qui a touché de plein fouet l'industrie d'armement de la France. Les ventes militaires sont très cycliques et la plupart des firmes d'armement ont traité cette récession du marché comme une dépression transitoire comparable à celle provoquée par l'ère de la détente ; elles n'ont alors réalisé aucun ajustement majeur. Ainsi au début des années 90, quand il est devenu évident que le retournement à la baisse était durable et que la guerre du Golfe n'était pas susceptible de relancer la course aux armements, les industries américaines et européennes ont dû faire face à une surcapacité massive impliquant de larges ajustements industriels. La taille de ces ajustements (qui ont été étudiés en détail dans Smith et Smith, 1992) a reflété le besoin de compensation des déclinés passés, présents et futurs de la demande militaire. S'il n'y a pas cependant de bonnes estimations de l'importance des changements en termes d'emplois consécutifs à cette évolution, les prévisions industrielles font état de 750 000 emplois perdus aux Etats-Unis de 1989 à 1992 et d'un million d'emplois supplémentaires supprimés de 1992 à 1995, *ceteris paribus*. En France, les ajustements de capacité ont été moins rapides, dans l'attente notamment des élections de mars 1993, mais d'ici à 1995 près de 200 000 emplois devraient être sérieusement menacés.

En principe, les budgets sont étroitement dépendants des stratégies de sécurité, mais du fait de la vitesse du changement dans l'environnement international, les ministères de la défense n'ont plus de stratégie claire, et ils conservent une certaine nostalgie du

bon vieux temps quand il était possible de définir potentiellement, avec un degré de confiance élevé, qui, où et comment combattre. La transformation de l'Europe de l'Est a modifié les menaces traditionnelles et a rendu obsolètes les scénarios de la guerre conventionnelle. Il existe certainement de nouveaux dangers, mais ils sont moins menaçants, au moins dans le court terme, et moins susceptibles de conduire à des solutions militaires. Ainsi, dans tous les pays occidentaux, il existe des plans militaro-économiques destinés à réduire les forces disponibles et surtout à les restructurer (Fontanel et Smith, 1990). Les ajustements impliquent des coûts transitoires non négligeables, comme la gestion de la pléthore des forces, la reconstruction d'installations appropriées aux nouveaux formats des troupes, à la disposition et à la gestion des surplus d'armes, compensés, au moins partiellement, par la réduction des engagements financiers prévus pour maintenir les forces à leur niveau antérieur. Pour le Pentagone, dans les cinq années à venir, la réduction des dépenses militaires devraient avoisiner 50 milliards de dollars, soit 20% des dépenses militaires actuelles (chiffre également retenu pour le Royaume-Uni). L'Allemagne prévoit une réduction d'un tiers de ses dépenses d'ici à 2002, la France hésite encore, mais ne pourra que suivre la tendance imposée par ses alliés. La seule exception notable est la Suède que le gouvernement conservateur maintient dans l'idée d'une défense forte.

Puisque les pays ont à faire face à des priorités et contraintes variées, ils donnent des réponses différentes à la question de savoir comment ils vont utiliser la réduction de leurs dépenses militaires ; ils ont le choix entre la réduction des impôts, la limitation des déficits budgétaires ou l'accroissement des dépenses publiques civiles. Leurs décisions fiscales seront influencées et auront des implications sur leurs politiques monétaires et de change. Les contraintes budgétaires – le besoin de réduire le déficit et l'endettement du gouvernement américain ou la nécessité de convergence des politiques pour les pays de la Communauté européenne – conduiront probablement, dans les années à venir, à accroître la pression en faveur de la réduction progressive des dépenses militaires. Mais c'est surtout les décisions complexes et mixtes de politique macro-économique qui seront les principaux déterminants de la croissance économique et les choix publics ne peuvent se limiter à la politique de réduction des dépenses militaires. De nombreuses décisions

complexes doivent être prises qui auront des impacts économiques très différents, cachant ainsi les conséquences réelles d'une procédure de désarmement.

L'expression «dividende de la paix» qui a été largement utilisée pour discuter des effets des réductions des dépenses militaires est sans doute malheureuse. Elle donne l'impression qu'il existe une somme de monnaie identifiable, un chèque envoyé par la poste, qui est immédiatement disponible pour être dépensé. En réalité, nous ne pouvons pas identifier les canaux par lesquels cette somme apparaît, car les conséquences budgétaires de la réduction des dépenses militaires ne sont jamais transparentes, ni *ex ante* ni *ex post*.

– Par l'analyse *ex post*, on peut étudier la trajectoire des dépenses militaires américaines qui s'affaissent en termes réels de 1985 à 1991, et la comparer à l'alternative spéculative des effets éventuels d'une non-réduction des dépenses militaires, compte tenu de politiques budgétaires spécifiées *ceteris paribus*. Mais la comparaison n'en reste pas moins difficile, car des politiques économiques variées produisent des résultats économiques différents sur la production ou les revenus, qui eux-mêmes exercent des incidences importantes sur les revenus et les dépenses du gouvernement.

– De même, les analyses *ex ante* impliquent le choix d'hypothèses alternatives. Dans quelle mesure les conséquences observées qui suivent une limitation des dépenses militaires sont dues à cette décision particulière, de préférence à l'ensemble de l'action économique gouvernementale qui nécessairement accompagne celle-ci dans la même période ? Si l'utilisation d'une réduction de la demande militaire aux Etats-Unis est une occasion pour réduire le déficit public, cette décision peut être associée à un accroissement du chômage. Mais dans ces conditions, c'est la décision de réduire le déficit qui aura l'incidence dominante sur l'emploi et non directement les dépenses militaires. Pour le moins, les deux effets sont liés et il est difficile de savoir ce qui est dû à la réduction des dépenses gouvernementales ou à la réduction des dépenses militaires. Il faudrait faire une analyse *ceteris paribus*, en retenant comme hypothèse de base la constance des structures des dépenses publiques. Cependant, cette hypothèse n'est elle-même pas très robuste, car les dépenses publiques répondent aussi à des

critères de rationalité économique qui ne sont pas toujours respectés dans toutes les lignes du budget. Les fameux effets d'inertie différents des dépenses gouvernementales selon les formes de l'action publique rendent l'hypothèse de constance de la structure du budget relativement peu satisfaisante.

LES EFFETS À COURT TERME

Il y a de nombreuses études fondées sur de larges modèles macro-économiques – la méthodologie est présentée sommairement dans cet ouvrage par Chatterji et une analyse plus complète peut être trouvée dans l'article de Dunne et Smith (1984) – en vue d'examiner l'impact d'une réduction des dépenses militaires sur l'économie. Le principal débat porte sur les effets multiplicateurs des dépenses militaires. L'école keynésienne analyse les dépenses militaires comme un instrument de lutte contre la crise de sous-consommation des économies de marché, mais cette conception n'est pas retenue par Paul Samuelson (1964) qui suggère que les dépenses militaires ont, au mieux, un effet multiplicateur neutre, que la fin de la guerre froide devrait même faciliter la croissance économique américaine et qu'il est préférable de favoriser les dépenses civiles publiques. Cette conception est défendue avec plus de vigueur par Dumas (1987) qui considère que la sécurité des Etats-Unis dépend moins des armes que de son économie ; les dépenses militaires gaspillent la main d'œuvre, le capital et la technologie d'une économie privée, en situation de concurrence ardue, érodant ainsi son efficacité dans le long terme et produisant une organisation bureaucratique-militaire faiblement concernée par les règles de la compétitivité internationale.

Une étude récente menée au Royaume-Uni avec l'aide du modèle «Cambridge Econometrics» souligne, comme de nombreuses autres études engagées dans d'autres pays, qu'étant donné des ajustements monétaires, budgétaires et fiscaux appropriés, les effets macro-économiques d'une réduction des dépenses militaires sont relativement limités et plutôt positifs, avec une augmentation de la croissance économique, une décélération de l'inflation et surtout une réduction du chômage, car les dépenses militaires sont plus capitalistiques que les dépenses civiles (Aben et Smith,

1987). Ceci est corroboré par de nombreuses évidences historiques.

Les résultats de ces simulations diffèrent toutefois quelque peu, notamment parce qu'ils sont influencés par des politiques économiques d'accompagnement hétérogènes ou parce que le modèle utilise des multiplicateurs différents pour les dépenses gouvernementales dans leur ensemble. A court terme, les dépenses militaires ne semblent pas avoir d'effets économiques spécifiques par rapport aux autres formes de dépenses gouvernementales de biens et services et, en conséquence, la plupart des macro-modèles ne désagrègent pas la consommation publique entre dépenses militaires et dépenses civiles. Pour des analyses macro-économiques globales (n'incluant pas les prévisions industrielles, bien sûr), l'évidence suggère que peu d'informations supplémentaires sont obtenues en traitant les dépenses militaires séparément des autres types de dépenses publiques. Cependant, même s'il est acceptable de faire cette hypothèse à court terme, les principales écoles de la pensée économique (monétaristes, keynésiennes, néo-classiques) ont des avis différents sur l'effet des dépenses gouvernementales et donc sur les effets d'une réduction des dépenses militaires.

En termes historiques, les réductions projetées des dépenses militaires sont relativement peu ambitieuses et les effets sur l'économie entière seront à la fois faibles et positifs, notamment dans le long terme. Cependant, pour des entreprises particulières de l'aérospatiale, de l'électronique, de la construction navale et des industries métallurgiques, pour certaines régions fortement impliquées dans la fabrication des matériels militaires, les effets peuvent être importants et négatifs. Ces effets locaux ont accru l'intérêt de la conversion des productions d'armes en productions civiles (Renner, 1992). La question est de savoir si une réduction trop rapide de l'effort militaire n'est pas susceptible de conduire à des effets d'irréversibilités très dommageables pour une unité économique ; dans ces conditions, la récession régionale ou sectorielle peut être si sévère que c'est la survie économique des régions ou des firmes qui est remise directement en cause, provoquant des effets négatifs à long terme. Toute procédure de désarmement doit tenir compte de cette caractéristique et les gouvernements se doivent de mener une politique de conversion économique idoine pour empêcher que le cercle vicieux de la crise régionale ou secto-

rielle ne produise des effets néfastes sur l'ensemble de l'économie nationale.

Les exemples récents de conversion des établissements de défense ne sont pourtant pas très encourageants. Les succès sont relativement rares, la plupart des conversions échouent malgré d'importantes dépenses. Comme on ne peut pas espérer transformer une mine de charbon en une utilisation alternative, nous ne sommes pas toujours capables de convertir une industrie d'armes devenue politiquement indésirable. Dans le premier cas, la raison est géologique, dans le second elle est largement culturelle : les établissements de défense sont bien adaptés à des besoins spécifiques, pour un marché très spécifique, leur compétence technique et leurs comportements acquis les laissent relativement démunis face aux marchés commerciaux très compétitifs. William Anders, président de la firme General Dynamics, la firme qui reçoit le plus de contrats militaires du gouvernement américain, l'a reconnu explicitement. Il a présenté les bénéfices de la diversification comme étant largement illusoires, comme une perte de temps et une diminution des fonds des actionnaires, compte tenu d'un taux d'échec inacceptablement élevé. Au lieu de diversifier, General Dynamics a développé un plan de contraction, elle vend ses activités civiles périphériques et certaines activités militaires (comme la division missile et le Cessna) et elle retourne une partie de l'argent ainsi récupéré aux actionnaires. Quoique cette situation apparaisse optimale pour les actionnaires, cette politique accorde peu de place aux employés et aux communautés concernés par cette suppression d'implantation industrielle. Mais à l'évidence, essayer de convertir des implantations industrielles spécialisées pour d'autres utilisations est vraisemblablement voué à l'échec. Il est préférable d'engager une politique régionale et locale de création de nouvelles industries, comme cela a été fait pour le charbon et l'acier. L'étude économique sur la fermeture de 97 bases militaires américaines ayant coûté 93 000 emplois montre que la politique de l'Office of Economic Adjustment qui aide les communautés à réussir cette transition, a permis la création de 158 000 emplois (Smith et Smith, 1992).

Même si la réduction des dépenses militaires provoque des pertes d'emplois pour les membres des forces armées et les travailleurs des industries d'armement, le financement économisé peut

être utilisé ailleurs en vue de développer de nouveaux, voire plus, d'emplois. Il n'y a aucune certitude que la réduction des dépenses militaires provoque une réduction globale d'emplois. Dunne et Smith (1990) ont engagé une étude économétrique exhaustive sur les effets de la part des dépenses militaires dans la production sur le taux de chômage, en utilisant un modèle dynamique examinant cent années de données statistiques des Etats-Unis et du Royaume-Uni et des informations chronologiques, spatiales, sectorielles et spatio-temporelles depuis la dernière guerre mondiale pour onze pays de l'OCDE. Aucune de ces données ne suggère qu'il y ait un effet significatif persistant d'une réduction des dépenses militaires sur l'emploi (ou réciproquement qu'il y ait une conduite contracyclique d'un accroissement des dépenses militaires en réponse à un emploi élevé). Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de cas dans lesquels une réduction des dépenses militaires n'a pas été suivie d'un fort chômage, l'exemple classique étant la Grande-Bretagne à la fin de la première guerre mondiale. Cependant, la cause principale n'était pas la réduction de la demande militaire (le chômage n'avait pas crû aux Etats-Unis en dépit d'une forte réduction de l'effort militaire), mais la politique de déflation qui avait permis au sterling de revenir à sa parité-or de l'avant-guerre.

Pour Adams et Gold (1990), le nombre d'emplois créés par les dépenses militaires n'est pas un bon indicateur de l'impact de l'effort de défense sur le marché de l'emploi. Celui-ci crée des emplois dans certaines régions, pas dans d'autres, à des niveaux de spécialisation ou de qualification particuliers, dans certains secteurs ou industries, en faveur de quelques firmes. Il exerce d'abord des effets de substitution, qui auront des effets à long terme difficiles à mesurer. Il faut tenir compte de plusieurs variables explicatives potentielles comme l'existence d'une conscription, l'importance des dépenses de personnel par rapport aux dépenses de capital, le niveau des salaires des militaires par rapport au secteur civil, la production nationale d'armements, la nature des emplois de cette industrie ou la conjoncture de sous-emploi ou de plein-emploi. En outre, les dépenses militaires «produisent» moins d'emplois que le système éducatif. Cependant, ces deux dépenses ne satisfaisant pas les mêmes objectifs, cette réponse ne constitue qu'une indication très générale *a posteriori* d'une situation, étant entendu que certaines valeurs sociales comme l'égalité, la justice,

la légitimité ou la sécurité sont concernées. Le caractère faiblement créateur d'emplois des dépenses militaires ne doit pas avoir de valeur «normative».

La conclusion selon laquelle le taux de chômage est largement indépendant des dépenses militaires répond à une longue tradition analytique qui considère que les dépenses militaires sont utiles pour maintenir le plein-emploi dans un capitalisme qui a tendance à stagner. Pivetti (1989, 1992) et Cypher (1987) présentent une analyse complète de cette conception que Smith (1977) appelle «la théorie de la sous-consommation» et Pivetti (1992) nomme «l'approche de la demande effective». Cette analyse considère que des dépenses militaires élevées ne sont pas seulement la cause directe de la croissance et un des principaux facteurs des performances relativement bonnes de l'économie américaine, mais aussi que ces dépenses sont utiles pour maintenir un faible niveau d'emploi. Plus précisément, il argumente que :

1) Le capitalisme est caractérisé par une propension relativement faible à consommer et comme il devient de plus en plus riche, ceci provoque une aggravation du problème de la demande effective.

2) Parce que les décisions d'épargne et d'investissement sont indépendantes, l'excès d'épargne ne peut pas être absorbé par l'investissement.

3) Ceci conduit à un écart entre la demande effective et le potentiel productif, ce qui provoque une tendance à la stagnation et à un découragement supplémentaire à investir.

4) Les dépenses militaires ont le privilège presque unique d'être capable de réduire cet écart. Elles n'accroissent pas le potentiel productif, elles ne se substituent pas aux dépenses privées mais elles se présentent comme des dépenses additionnelles qui stimulent l'investissement. Elles peuvent être renouvelées constamment et elles fournissent une amélioration technologique grâce à leurs retombées sur le secteur civil.

5) Les gouvernements américains ont utilisé les dépenses militaires pour satisfaire cet écart. Cypher (1987) analyse le keynésianisme militaire comme un phénomène endogène du processus d'accumulation. Étrangement, Pivetti (1992) rejette le cinquième élément, qui semble pourtant être une composante nécessaire à cette théorie.

Les trois premiers éléments sont des conclusions de théorie économique générale. Ils ne sont pas spécifiques aux dépenses militaires. Mais une théorie qui affirme l'inadéquation de la propension à consommer de l'économie américaine, qui pourtant est plus contrainte par la demande que par l'offre, semble être contredite par l'histoire économique américaine insistant sur les faibles taux d'épargne et les déficits de la balance des paiements (Smith et Dunne, 1992). Pour examiner les éléments 4 et 5, Dunne et Smith (1992) ont utilisé les tests de causalité de Granger. Ces tests posent la question très spécifique (assez différente des définitions traditionnelles de la causalité) suivante : est-ce que la connaissance des dépenses militaires nous aide à prédire les valeurs futures du chômage et inversement ? La réponse dans les deux directions est généralement négative (Payne et Ross, 1992). Le fait qu'aucune variable ne peut prédire l'autre semble constituer une forte présomption de l'inadéquation des explications par la «demande effective».

LES EFFETS À LONG TERME

Il existe une large littérature sur les effets à long terme des dépenses militaires sur le taux de croissance d'une économie (Chan, 1985, Dunne, 1990, Fontanel, 1990) qui se divise en trois groupes selon la reconnaissance du caractère positif, nul ou négatif de ces effets. Il existe deux explications principales de l'effet positif : celle qui applique les mécanismes de la demande effective et celle qui fait appel aux retombées civiles de la recherche-développement militaire. Si ces retombées ont pu être non négligeables à la fin du XIX^e siècle et même immédiatement après la dernière guerre mondiale, les études contemporaines soulignent leur faiblesse depuis au moins trois décennies, d'autant que la R&D militaire a eu tendance à se substituer à la R&D civile commerciale aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France (Lerner, 1992). Nous n'avons pas connaissance d'une démonstration empirique sérieuse suggérant des effets positifs dans les pays capitalistes avancés. Pour les pays en voie de développement, Benoit (1973) a vraiment témoigné en faveur d'un effet positif, mais une large littérature a remis en cause les méthodes et les résultats de ses ana-

lyses (Deger et Smith 1983, Fontanel et Saraiva 1986, Grobar et Porter, 1989). En règle générale, le consensus semble souligner la faiblesse des effets des dépenses militaires sur la croissance économique (Gold, 1990) et les modèles de la croissance économique les négligent. Cependant, les dépenses militaires ont un coût d'opportunité, en termes de consommation ou d'investissement. L'analyse des effets négatifs des dépenses militaires sur la croissance économique à plus long terme par le test de l'hypothèse nulle n'est pas très performante, pour trois raisons au moins ; d'abord, les estimations dépendent d'un modèle de croissance particulier, mais l'analyse économique ne fournit pas de bonnes explications du processus de croissance fondé sur une mesure de l'effet marginal des dépenses militaires ; ensuite, les effets ne sont probablement pas très importants. Smith (1978) a suggéré qu'une réduction de 1% des dépenses militaires pouvait être associée à une croissance supplémentaire de l'ordre de 0,14% du taux de croissance. Ainsi, les dépenses militaires ne participent que pour une très faible part à l'écart de croissance existant entre le Japon et la Grande-Bretagne. Enfin, les décalages de temps peuvent être longs et ne pas être perçus par les analyses chronologiques, au contraire des analyses de type intersectoriel (Smith, 1992, Pesaran et Smith, 1992).

Une étude intersectorielle des pays de l'OCDE indique que les Etats qui disposent de dépenses militaires élevées en comparaison avec leur produit national brut (comme les Etats-Unis, la France ou le Royaume-Uni) ont des ratios d'épargne et d'investissement plus faibles et des taux de croissance moins élevés que les pays qui font des efforts militaires plus réduits comme le Japon ou l'Allemagne. D'autres pays semblent satisfaire la même relation, malgré une large dispersion. Le mécanisme suggéré par Smith (1977, 1978 et 1980) est globalement le suivant :

- 1) le taux de chômage est fixé indépendamment du niveau des dépenses militaires ;
- 2) la part de consommation, privée et publique, est déterminée indépendamment des dépenses militaires et elle est relativement stable ;
- 3) et ainsi les accroissements des dépenses militaires se réalisent au détriment des dépenses d'investissement (privés et publics civils) ;

4) et donc de faibles taux d'investissement sont associés à de faibles taux de croissance.

Le premier argument s'inscrit en faux par rapport à la théorie de la sous-consommation, alors que le second reprend l'idée selon laquelle les sociétés distinguent les provisions pour le présent (consommation publique et privée) des provisions pour le futur (dépenses militaires et investissement). Il y a une forte justification pour cette idée ; en temps de guerre et de survie nationale, les dépenses militaires cessent d'être analysées comme des investissements, une réserve pour le futur, mais plutôt comme un bien de consommation immédiate, qui conduit à sacrifier la consommation alimentaire, les loisirs, les vêtements, à cette fin. C'est un facteur dont il faut tenir compte pour expliquer les deux contre-exemples évidents de la théorie selon laquelle de fortes dépenses militaires réduisent le taux de croissance de l'économie, à savoir Taiwan et la Corée du Sud. Ces deux pays ont pourtant des relations conflictuelles avec la Corée du Nord et la Chine, ce qui justifie leurs dépenses militaires et la réduction de leurs effets négatifs. Le troisième élément suit directement les deux premiers. Smith (1980), en utilisant simultanément les techniques intersectorielles, interspatiales et chronologiques, estimait un effet de la part des dépenses militaires sur la part d'investissement à moins un, indiquant ainsi une forte substituabilité de l'investissement et des dépenses militaires. D'autres études abordent cette question (Cappelen, 1984, Rasler and Thompson, 1988). Findlay et Parker (1992), en examinant des séries chronologiques américaines de l'après-guerre, trouvent que les dépenses militaires ont un effet significatif sur les taux d'intérêt à cinq échéances, que cet effet est significativement plus large que celui des dépenses non militaires gouvernementales ; ils interprètent cette relation comme une confirmation des effets d'éviction plus élevés des dépenses militaires eu égard aux autres dépenses gouvernementales.

CONCLUSION

Les dépenses militaires sont un fardeau qui réduit les taux de croissance des économies nationales. Elles ne participent donc pas positivement au maintien du capitalisme. Même si les effets

annuels des dépenses militaires ne sont pas importants, de petits effets cumulés produisent d'importants impacts à plus long terme. A un niveau historique, Kennedy (1988) explique la montée et le déclin des grandes puissances sur cinq siècles par la tendance des pays les plus puissants à recourir à des investissements militaires excessifs qui érodent leurs bases économiques. Certainement, un facteur important du déclin de l'Union soviétique a été le poids excessif de son effort militaire. La réduction des dépenses militaires libère des ressources qui sont alors utilisées à des usages plus productifs. Le désarmement se présente comme une opportunité et non pas comme une menace, comme un investissement à long terme en faveur de l'humanité. Cependant, la conclusion réellement importante, pour l'Est comme pour l'Ouest, c'est que l'économie politique doit créer un nouvel ordre international susceptible de libérer les ressources militaires à des fins productives.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABEN J. et SMITH R. (1987), «Defence and Employment in the UK and France : a comparative Study of the Existing Results», in *Peace Defence and Economic Analysis*. Ed. F. Blackaby and C. Schmidt, London Macmillan, p. 384-398.
- BARKER T., DUNNE P. et SMITH R.,(1991), «Measuring the peace dividend in the UK», *Journal of Peace Research*, 28, p. 345-358.
- BARRO R. J. (1991), «Economic Growth in a Cross-section of countries», *Quarterly Journal of Economics*, 106, p. 407-443.
- BENOIT E. (1973), *Defence and Economics Growth in Developing Countries*, DC Heath, Lexington Books, Boston.
- CAPPELEN A., GLEDITSCH N.P. et BJERKHOLT O. (1984), «Military Spending and Economics Growth in OECD Countries», *Journal of Peace Research*, 21, p. 361-73.
- CHAN S (1985), «The Impact of Defence Spending on Economics Performance : a survey of evidence and problems», *Orbis*, 29, p. 403-34.
- CHESTER E. (1978), «Military Spending and Capitalist Stability», *Cambridge Journal of Economics*, 2, p. 293-298.

- CYPHER J. (1987), «Military Spending, Technical Change, and Economic Growth : A disguised form of Industrial policy ?», *Journal of Economic Issues*, 21, p. 33-59.
- DEGER S. et SMITH R. (1983), «Military Expenditure and Growth in LDCs», *Journal of Conflict Resolution*, 27, p. 335-53.
- DUNNE J.P. (1990), «The Political Economy of Military Expenditure : an introduction», *Cambridge Journal of Economics*, 14, p. 395-404.
- DUNNE J.P. et SMITH R. (1984), «The Economic consequences of reduced UK military expenditure», *Cambridge Journal of Economics*, 8, p. 297-310.
- DUNNE, J. P et SMITH R. (1990), «Military expenditure and unemployment in the OECD», *Defence Economics*, 1, p. 57-73.
- FINDLAY D.W. et PARKER D. (1992), «Military Spending and Interest Rates», *Defence Economics*, 3, p. 195-210.
- FONTANEL J. et SMITH R. (1990), «The impact of strategy and measurement on Models of French Military Expenditure», *Defence Economics*, 1, p. 261-73.
- FONTANEL J. et SMITH R. (1991), «A European Defence Union ?» *Economic Policy*, October 1991, p. 393-424.
- FONTANEL J. (1990), «Incidences pour les pays en voie de développement de la procédure de désarmement entre l'Est et l'Ouest», Conférence sur les Conséquences économiques du désarmement, UNIDIR, Leningrad, 17-19, juillet 1990.
- FONTANEL J. (1991), «Third World Economic Consequences of the East-West Disarmament Process», Edited by Serge Sur in *Disarmament Agreements and Negotiations. The Economic Dimension*. United Nations Institute for Disarmament Research (UNIDIR), Darmouth, Aldershot, Brookfield, USA, 1991.
- FONTANEL J. (1991), *The economic significance of military expenditure and the economic impact of disarmament*, UNIDIR, DE 91-02289, UNIDIRN/91/54, November 1991.
- FONTANEL J. (1990), «L'économie du désarmement», *Stratégique*, n°47, 3/90, Paris.
- FONTANEL J. et WARD M. (1993), «Military Expenditures, Armaments and Disarmament», *Defence Economics*.

- FONTANEL J. (1992), «La signification économique des dépenses militaires et l'impact économique du désarmement», Rapport UNIDIR, octobre 1991.
- GOLD D. et GORDON A. (1990), «Defence spending and the American Economy», *Defence Economics*, 1, p. 275-293.
- PORTER R.C. et GROBAR L.M. (1989), «Benoit revisited : defence spending and economic growth in LDCs», *Journal of Conflict Resolution*, 32, p. 61-86.
- KENNEDY P. (1988), «The rise and fall of the great powers», Unwin-Hyman, London.
- KEYNES J.M. (1971), *The Economic Consequences of the Peace*, Macmillan for the Royal Economic Society.
- LERNER J. (1992), «The mobility of scientists and engineers between civil and defense activities», *Defence Economics*, 3, p. 229-242.
- PAYNE J.E. et KEVIN L. ROSS (1992), «Defense spending and the macroeconomy», *Defence Economics*, 3, 9. p. 161-168.
- PESARAN M.H et SMITH R.(1992), *Estimating long run relationships from dynamic heterogenous panels*, London Business School, Centre for Economic Forecasting, Discussion Paper 17-92.
- PIVETTI M. (1989), «Military Expenditure and Economic Analysis : a review article», *Contributions to Political Economy*, N° 8.
- PIVETTI M. (1993), «Military spending as a burden on growth : an "underconsumptionist" critique», *Cambridge Journal of Economics*, Forthcoming.
- RASLER K. et WILLIAM R. THOMPSON (1988), «Defence Burdens, capital formation and economic growth», *Journal of Conflict Resolution*, 32, p. 61-86.
- RENNER M. (1992), *Economic Adjustments After the Cold War : Strategies for Conversion*, United Nations Institute for Disarmament Research & Dartmouth Publishing Company, Aldershot.
- SMITH R. (1977), «Military Expenditure and Capitalism», *Cambridge Journal of Economics*, 1, p. 61-76.

- SMITH, D, SMITH, R. (1983) *The Economics of Militarism*, Pluto Press, London
- SMITH, R., HUMM, A., FONTANEL J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research*, 2(3).
- SMITH, R., HUMM, A., FONTANEL, J. (1987), Capital labour substitution in defence provision, *Defence Security and Development*, London.
- SMITH, R. (1989), Models of Military Expenditure, *Journal of Applied Econometrics*.
- SMITH, R., SMITH, D. (1992) Corporate Culture and Conversion ; Adjustment on the Defence Industry. *Business Strategy Review*, Summer.
- THORSSON (1984), *In pursuit of Disarmament Conversion from military to civil production in Sweden*, Commentary, January.